

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pao 31 tētema 1875.

MATAHITI 25. — N° 1. IMPRIMERIE.

PRIX DE L'ABONNEMENT (partie d'abonnement) :
Un an... 12 fr.
Six mois... 6 fr.
Trois mois... 3 fr.
Un mois... 1 fr. et 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PART DES ABONNEMENTS (partie d'abonnement) :
Les 30 premiers abonnements... 12 fr. et 50 centimes
Les abonnements de 31 à 60... 25 fr.
Les abonnements de 61 à 90... 30 fr.
Les abonnements de 91 à 120... 35 fr.
Les abonnements de 121 à 150... 40 fr.
Les abonnements de 151 à 180... 45 fr.
Les abonnements de 181 à 210... 50 fr.
Les abonnements de 211 à 240... 55 fr.
Les abonnements de 241 à 270... 60 fr.
Les abonnements de 271 à 300... 65 fr.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Procès-verbal. — Arrêté Rég. le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1876. — Décret sur les marchandises et denrées interdites à l'importation. — Nouvelles routes. — Rôle des officiers de la marine pour l'absence. — Départ du courrier. — Annonces hydrographiques. — Mouvement commercial. — Mouvements du port. — Accidents. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Par décret du 9 octobre 1875, M. Sanson, lieutenant commandant le détachement de gendarmerie à Tahiti, a été promu (ancienneté) au grade de capitaine dans la même arme.

Par décret du 15 octobre 1875 :

M. Grohau, enseigne de vaisseau, second de la *Mésange*, en station à Tahiti, a été promu (ancienneté) au grade de lieutenant de vaisseau.

M. Feyzeau, enseigne de vaisseau, officier d'ordonnance de M. le Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, a été promu (choix) au grade de lieutenant de vaisseau.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843 et l'article 6 du décret du 14 janvier 1860, ainsi que le décret du 30 janvier 1867 ;

Vu les articles 39 et suivants du décret du 26 septembre 1855 ; Vu les articles 298 et suivants du règlement financier du 14 janvier 1869 ;

Vu l'arrêté local du 10 décembre 1874 portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du même date sur la contribution des licences ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1874 réglant la perception des taxes locales pour l'exercice 1875 ;

L'arrêté du 3 octobre 1871 portant établissement d'un droit de quai à Papeete ;

Les arrêtés en date des 30 octobre 1871, 26 avril 1872 et 26 janvier 1874 sur le droit d'étal à Papeete ;

Les arrêtés en date des 28 décembre 1871, 12 et 23 janvier 1872 et 10 décembre 1874 sur l'assiette, les règles de perception et le taux du droit d'octroi de mer ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 sur l'enregistrement ;

Vu l'arrêté en date du 24 janvier 1874 fixant un droit sur les chargements de sacres provenant des îles Tuamotu; ensemble l'arrêté du 30 décembre 1874 établissant ce droit aux sacres de toutes provenances ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1874 créant des droits sur le wagon et le corps-mort placés à Ama (Tuamotu) ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. du Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Est fixé comme soit le tarif des taxes locales à percevoir pour le compte du service Local pendant l'année 1876 :

A.—CONTRIBUTIONS DIRECTES.

§ 1^{er}. — Contributions personnelle et mobilière.

1^{re} CONTRIBUITION PERSONNELLE.

Art. 2. Pour chaque personne assujettie à cet impôt, vingt francs.

2^{re} CONTRIBUTION MOBILIÈRE.

Art. 3. Deux pour cent de la valeur locative de l'habitation personnel de chaque contribuable.

Art. 4. Les contribuables sont divisés comme suit :

1 ^{re} Catégorie...	1,369	de valeur locative et au-dessus.
2 ^{re} Catégorie...	1,300	id.
3 ^{re} Catégorie...	900	id.
4 ^{re} Catégorie...	600	id.
5 ^{re} Catégorie...	300	id.

Toute valeur locative inférieure à 300 francs est exempte de l'impôt.

§ 2^{re}. — Contribution des patentes.

Art. 5. La contribution des patentes sera liquidée conformément au tableau ci-après

CLASSEMENT des patentes.	DÉSIGNATION DES PATENTES.	MONTANT des patentes.
1^{re} CLASSEMENT		
1 ^{re} Classe.	2 ^{re} — PATENTES DE COMMERCE.	12 fr.
Négociants-armateurs, consignataires de marchandises armées allant en long cours, vendant en gros et en détail; le détail ne s'étendant pas aux liquides (les gros marchandises se vendant en détail sont classées au 3 ^{re} classement); les armateurs en Protection ou à la souveraineté de la France.		
2 ^{re} Classe.	Négociants vendant en gros et en détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides (les gros marchandises se vendant en détail sont classées au 3 ^{re} classement), dans toute île des îles néo-calédoniennes (îles des Nouvelles, îles des îles néo-calédoniennes en Protection ou à la souveraineté de la France).	1,600
3 ^{re} Classe.	Marchands détaillants, ceux qui vendent en gros et en détail des marchandises sèches seulement à Papeete, à Tumotu et à Ama.	100
4 ^{re} Classe.	Les marchands qui vendent des marchandises sèches dans les îles Marquises, Marquises et aux Tuamotu; opérateurs partout.	200
2^{re} — PATENTES D'INDUSTRIE ET DE PROFESSIONS DIVERSES.		
Défenseurs près les tribunaux, avocats; restaurateurs, aubergistes, tenanciers de pensionnées; agents et commis de commerce; marchands dans les districts de Papeete, Faaa et Arue. C'est-là-dire se servant aux passeurs que les boîtes indiquées qu'il servent aux passeurs, ou aux personnes de confiance; Commissionnaires-passeurs, pharmaciens,...		
Loueurs de chevaux et voitures, entrepreneurs de transports,...		
Médecins; Boulanger de Papeete (1), bouchers, charcutiers, menuisiers, ferronniers, cordonniers, tanneurs, barbiers, coiffeurs...		
(1) Boulangeries des districts de Tahiti, Tai-hoo (Marquises), de Moorea, des Tuamotu, des Tubaï, des îles Marquises, Marquises et aux Tuamotu, tanneurs, entrepreneurs, imprimeurs, chefs d'ateliers de toutes professions à Papeete.		
Entrepreneurs, chefs d'ateliers de toutes professions dans les districts de Tahiti.		
(1) Les capitaines de navires, sur chargeurs et autres intéressés dans les cargaisons qui transitent des îles Marquises indiquées auront à percevoir une patente de 3 ^{re} classement.		
(2) Le boulanger paiera peut faire le paiement de son pain.		

§ 3^{re}. — Prestations en nature.

Art. 6. Le nombre de journées de prestation à fournir par les colons à Tahiti en 1876 est fixé à 6 (ceux habitant Papeete exceptués).

Le taux de la journée à verser en remplacement est fixé à 8 fr.

Le nombre de journées de prestation à fournir par les indigènes des îles Nuka-hiva et Ua-pu (Marquises) sera de 10.

Le taux de la journée à verser en remplacement, de 2 fr.

B.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Art. 7. Seront perçus pendant l'année 1876, conformément aux arrêtés en vigueur, les droits suivants :

2^{re} — Contribution des licenciés.

La contribution des licenciés sera liquidée conformément au tableau ci-dessus :

DÉSIGNATION DES LICENCES	MONTANT des licences
Chahutiers, cabliers, restaurateurs et aubergistes débitant des boissons alcooliques dans la ville de Papeete et dans les districts de Papeete, Faaa et Arue (1).	12 fr.
Les salines dans les autres districts de Tahiti, à Moorea, aux Tuamotu, aux Marquises et aux Tubaï.	4,000
Distillateurs...	600

(1) Les distillateurs de la ville de Papeete renvoyer toutes ces dispositions de l'arrêté - dit du 1^{er} janvier 1862.

§ 4^{re}. — Droits divers.

1^{er} Droit d'octroi de mer (arrêté du 28 décembre 1871, 12 et 22 janvier 1872, 9 juillet 1873, 24 janvier, 18 juillet et 10 décembre 1874) :

12 fr. pour sur-facture.

Les alcools payent en sus 8 fr. 75 c. par litre.

2^{re} Droits d'entreposage (arrêté des 19 avril 1873, 24 janvier et 23 mai 1874) :

Entreposé réel.

0 fr. 10 c. par tonneau d'encombrement et par jour.

1/2 p. 100 c. par valise.



Entreport de Zanzibar.
 1^{er} Droit de dépôt au dépôt.
 Droit à l'apurement de l'ordre de marchandise envoiée.
 2^{me} Droit par tonneau, transporté et par jour pendant les 90 derniers jours.
 6 fr. 95 s à partir du 1^{er} octobre et pendant toute la durée du dépôt.

3^{me} Droits de pilotage, de quai, etc. (arrêté du 15 décembre 1852, 29 décembre 1866, 28 janvier 1870, 3 octobre 1871 et 24 janvier 1874) :

Pilotage.
 1. Bâtiment de commerce, par fraction de 10 tonnes :
 De 10 à 100 tonnes 4 00
 De 101 à 400 tonnes 3 50
 De 401 à 800 tonnes 3 00
 De 801 à 1 000 tonnes et au-dessus 1 50

2. Bâtiment de guerre étranger :

 Pour un vaisseau 250 00
 Pour une frégate 200 00
 Pour une corvette 150 00
 Pour un bâtimant de rang inférieur 75 00

3. Pour tout mouvement de port avec l'aide du pilote, 10 fr.
 Les bâtiments de la marine nationale sont exonérés du droit de pilotage.

Quais.

Pour les navires au-dessous de 100 tonnes, 6 fr. 10 c. par jour et par tonneau.

Pour les navires jusqu'au 100 tonnes et plus, 10 fr. par jour.

Pour chaque mètre carré d'espace de quai occupé par des marchandises déposées depuis 8 jours, 6 fr. 10 c. par jour.

Droit d'amarrage au corps-mort d'Anza (Tunzua).

0 fr. 10 c. par tonneau et par jour pour les bâtiments au-dessous de 50 tonnes.

5 fr. 00 par jour pour ceux d'un tonnage supérieur.

Droit d'usage du wagon placé sur le wharf d'Anza.

5 fr. 00 par jour.

4^{me} Droit d'échagement sur les nacres de toutes provenances (arrêté des 24 janvier et 30 décembre 1874) :

Ce droit est fixé à 40 fr. le tonneau.

5^{me} Droit d'enregistrement (arrêté du 15 novembre 1873) :
 (En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

6^{me} Droits de grève (article 6 de l'arrêté du 23 mars 1869, arrêtés des 16 juin 1870 et 21 mai 1874) :

Tarif de Paris pour les affaires de la compétence des tribunaux de paix et du simple police.

Tarifs de Paris augmentés de moitié pour les affaires soumises aux autres juridictions (article 6 de l'arrêté du 1869).

(En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

9 fr. 00 par rôle sur les doubles minutes des jugements et arrêts envoiés au dépôt des archives coloniales à Paris.

7^{me} Taxe des lettres (décrets des 7 septembre 1863, 27 novembre 1864, 11 et 23 novembre 1865; arrêté du 1^{er} mai 1875) :

(Même observation que ci-dessus.)

8^{me} Droits de délivrance des actes de nationalité et de congés des bâtiments attachés à la colonie (arrêté du 24 janvier 1848) :

Actes de nationalité.

Navire au-dessous de 100 tonnes.....	9 00
— de 100 et au-dessus de 250 tonnes.....	18 00
— de 250 et au-dessus de 300 tonnes.....	24 00
Pour chaque 100 tonnes au-dessus de 300.....	6 00

Congés.

Pour chaque congé..... 6 00

9^{me} Taxe sur les chiens (arrêtés des 30 décembre 1866 et 2 septembre 1874) :

5 fr. 00 par tête.

6 fr. 30 par chien perdus dans la même année.

10^{me} Droit de fourrière (arrêtés des 6 novembre 1850, 18 novembre 1864, 29 décembre 1866 et 29 décembre 1866) :

10 fr. 00 par animal.

11^{me} Droits sur les permis de séjour et les visas (arrêtés des 11 août 1862, 31 décembre 1867, 13 novembre 1871, 10 mai 1872 et 1^{er} octobre 1874) :

3 fr. 00 par permis de séjour.

0 fr. 00 par visa.

12^{me} Droits hypothécaires (arrêté du 15 novembre 1873) :

1 fr. 00 p. 100 sur la valeur des matières, pour chaque acte susceptible d'être transmis en forme authentique ou sous-seing privés.

1 fr. 00 p. 1 000 sur le montant des créances :

 Pour chaque inscription, excepté celle d'affrètement, laquelle ne devra pas être à nouveau perçue au profit du trésor;

 Pour chaque renouvellement d'inscription, même de celle d'affrètement, faite dans le but d'écarter la préemption ou de réduire des créances échappées des partées;

2 fr. 00 de droit fixe pour toutes autres formalités hypothécaires;

 2 fr. 00 de droit fixe de transaction perçu en sus du droit de mutation.

13^{me} Droit d'ital (arrêtés des 29 octobre 1871, 26 avril 1872, 26 janvier 1874, et décision du 15 juillet 1873) :

0 fr. 50 par mètre Carré et par jour.

Art. 8. Les chefs des services de l'enregistrement et des contri-

butions sont chargés de la liquidation et du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessus désignées, tant directes qu'indirectes, relevant à la colonie.

Art. 9. Toutes les contributions directes ou indirectes autres que celles ci-dessus spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonnaient, contre les employés qui confectionneraient des règles et tarifs et ceux qui en feraienient le recouvrement, d'être poursuivies comme concessionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Art. 10. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 11. L'ordonnateur f.t. de Directeur de l'Intérieur et le procureur de la République, chef du service judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout en bon sens, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 30 décembre 1875.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur

f.t. de Directeur de l'Intérieur,

La Banque.

Le Procureur de la République :

Chef du service judiciaire,

Louis de Lavaud.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

A V. I.

L'administration rappelle à MM. les armateurs et capitaines de navires armés sous le pavillon du Protecteur, que les rôles d'équipage délivrés pour la navigation au cabotage doivent être renouvelés annuellement.

Elle les invite à se conformer, sous peine de poursuites, à cette prescription réglementaire.

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 31 décembre 1875.

BÉNÉDICTION DES CLOCHES.

Mardi 19 décembre, une cérémonie religieuse réussissait la population de Papeete. On allait bénir trois belles cloches pour la nouvelle église.

C'étaient : *Marie-Charlotte*, paroisse le maréchal Marie-Patrice de Mac-Mahon, président de la République, et *Marie-Charlotte de Mac-Mahon*, représentée par M. l'ordonnateur François La Barbe et M^e Alexandre La Barbe;

Emilie-Octave, paroisse M. Octave Gilbert-Pierre, Commandant à Tahiti, et M^e Edouard Gilbert-Pierre;

Anne-Marie, paroisse sainte Martin Fourchon et M^e Anne Fourchon, représentée par M. Louis de Lavaud, chef de la justice, et M^e Marie de Lavaud.

Ce sont là les noms de nos cloches. Nous les avons lu laver et essuyer par les paroissiens et les marraines, et quoique nous cussions entendu parler de baptême, nous n'avions rien vu qui fut un baptême véritable. Il paraît même que les prêtres qui se font à cette occasion ne savent pas ce que sont les marraines qui pour principal but d'élargir la voix des habitants de la localité soient dociles à la voix de la cloche, comme étant la voix de Dieu.

En fait, lorsque les paroissiens et marraines ont fait resonner successivement les cloches, et qu'on les a sonnées simultanément, elles ont produit une joie que tout le monde pouvait lire sur le visage des nombreux assistants.

Nous espérons les entendre bientôt carillonner dans le clocher, et porter au lit tous leurs sons joyeux.

CONSÉCRATION DE L'ÉGLISE DE PAPEETE.

La nouvelle église de Papeete a été consacrée le 23 décembre par une longue cérémonie, qui a commencé à 6 h. 1/2 du matin et a fini à 11 heures. L'évêque d'Alexis a versé l'assistance que pour comprendre les rites d'une consécration d'église, il fallait se rappeler qu'un temple représente Jésus-Christ et les fidèles réunis en un même corps, et ne pas perdre de vue les paroles de saint Paul aux Ephésiens : « C'est Jésus-Christ qui des deux peuples n'en a fait qu'un, les réconciliant avec Dieu par sa croix, et qui a réuni en un seul corps, et en une unité les peuples, les nations, les langues, les races, et en un seul Christ. »

Il fallait faire venir de l'île de la Société, où se trouve le saint tombeau de sainte Anne, une statue de la Vierge, et de l'autel de sainte Anne, qui est l'autel principal de l'église. C'est sur lui que tout l'édifice est élevé, et c'est par lui que vous faites partie de la construction de cet édifice, devenant la maison de Dieu par le Saint-Esprit. En effet, au moyen de cette explication fondamentale, on voit l'entrez dans l'église des Juifs et des Gentils, figurant par la bénédiction extérieure de l'église, et faire partie de l'unité de Dieu, par la droite et la gauche, par la croix, la croix de la possession du temple par Jésus-Christ et ses fidèles, portées de la croix; l'union de l'Eglise grecque et de l'Eglise latine, figurée par l'union en croix des lettres des deux alphabets écrits sur le pavé; la bénédiction se répandant de l'autel, qui est Jésus-Christ, sur les pierres de l'édifice, qui sont les fidèles, et par l'intermédiaire des apôtres, figurés par deux croix qui ont reçu l'oeuvre sainte.

L'église de Papeete a été bénie par le bénitier des missions étrangères de l'Asie, M. le curé de la Tabia et retenu par M. Serraino. Les fondations furent jetées en béton sur un banc de corail plus vaste que l'église, sous le gouvernement du M. de Jeannard. Les travaux furent poussés, sous celui de M. Girard, avec l'activité qui permettait les ressources financières. Enfin sous le gouvernement de M. Gilbert-Pierre une impulsion plus grande fut donnée, et la construction a pu être achevée avec le concours de tous.

